

QUELQUES REMARQUES CHIFFRÉES SUR LE RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS

En septembre 1976, un élève en école normale d'instituteur, recruté par concours au niveau du bac avec le statut d'élève-fonctionnaire, touchait un salaire de 1.970 francs, soit 5.548 francs 1991, et 43% de plus que le SMIC de l'époque (en 2002, cela fait 998 euros, ou 6550 francs).

En septembre 1977, un étudiant appartenant aux IPES, recruté par concours national sur un programme public au niveau bac+1, avec le statut d'élève fonctionnaire, touchait un salaire de 2.621 francs, soit 6.725 francs 1991, et 71% de plus que le SMIC de l'époque (en 2002, cela fait 1214 euros, ou 7967 francs).

En septembre 1991, un étudiant en cours de licence admis à préparer l'IUFM, avec statut d'allocataire, au niveau bac+2, sur dossier et suivant des modalités non précisées, touchait une bourse de 4.167 francs (50.000 francs par an), soit 9% de moins que le SMIC.

En septembre 1991, un étudiant admis en première année d'IUFM avec une licence, avec statut d'allocataire, au niveau bac+3, sur dossier et suivant des modalités non précisées, touchait une allocation de 5.833 francs (70.000 francs par an), soit 27% de plus que le SMIC.

En septembre 2002, un étudiant en cours de licence, ou reçu à l'IUFM pour préparer le CAPES, se débrouille comme il veut, ou comme il peut, sans aucun financement, d'après tout ce que je sais.

En septembre 1977 il y avait, d'après les statistiques du ministère, 18.607 élèves en écoles normales; ce chiffre variait suivant les années entre 15.000 et 20.000, sans compter les élèves en lycée (on avait arrêté 2 ans avant de recruter les élèves instituteurs en seconde). Il y avait 6.317 étudiants en IPES; ce chiffre était en nette diminution, car on était sur le point de supprimer ces IPES, qui comptaient 11.114 étudiants 3 ans avant; entre 1972 et 1974, il y avait plus de 3.600 places chaque année au concours des IPES, et entre 6.500 et 8.000 places chaque année à l'entrée des écoles normales. En résumé, il y avait au total entre 25.000 et 30.000 personnes payées pour poursuivre des études afin d'enseigner, et plus de 10.000 places pour de nouveaux étudiants chaque année.

En septembre 1991 il y avait, d'après les déclarations du ministère, 5.650 places à l'entrée des IUFM, (3.150 pour le primaire, 2.500 pour le secondaire) et 5.900 bourses pour préparer une licence avant d'entrer en IUFM (4.000 pour le primaire, 1.900 pour le secondaire). Pour comparer avec les chiffres précédents, cela faisait au total 10.550 personnes payées pour devenir enseignant, et moins de 6.000 places pour de nouveaux étudiants chaque année, puisque les boursiers de licence avaient vocation à devenir allocataires d'IUFM l'année suivante. Dans les académies d'Aix-Marseille, Bordeaux, Lyon, Montpellier, Paris, Rennes, Strasbourg et Toulouse, il y avait 0 (Zéro) bourse préparatoire; dans chacune de ces académies, les étudiants qui voulaient entrer en IUFM avaient droit à 15 places dans le secondaire, et une centaine de places en moyenne dans le primaire.

En septembre 2002, on se lamente: pour des raisons inconnues, les jeunes boudent massivement les études scientifiques. Il y a, à ma connaissance, 0 (zéro) financement où que ce soit pour devenir enseignant. On s'inquiète: il va falloir renouveler massivement la génération du Baby-boom qui part en retraite, et les étudiants, pour des raisons incompréhensibles, n'ont pas l'air de se bousculer pour passer les concours.

Les statistiques de 1992 indiquaient que l'origine sociale des nouvelles générations d'instituteurs était sensiblement différente des anciennes: le pourcentage d'instituteur d'origine modeste diminuait fortement (voir *le monde* du jeudi 9 janvier 1992). En 2002, on ne publie plus de telles statistiques; j'aimerais savoir ce qu'il en est.

En 16 ans :

- On a allongé de 2 ans en moyenne la longueur des études à faire sans soutien financier pour devenir enseignant (plus même si l'on pense que beaucoup d'instituteurs étaient autrefois recrutés en seconde). Il faut encore augmenter ce chiffre quand on sait que la durée du DEUG est souvent de 3 ans, voire plus chez les étudiants qui travaillent pour payer leurs études.

- On a divisé par deux le nombre de places.

- On a baissé le salaire par rapport au niveau de vie général.

En 26 ans :

- On a supprimé tout financement, et on s'apprête, vu la baisse du niveau, à augmenter (toujours sans financement) la longueur des études.

Je ne pense pas qu'il y ait de commentaires à faire sur ces chiffres. (*ou plutôt il y en aurait trop... on pourrait signaler l'étude d'Alain Mingat, qui montre que la seule variable qui ait une corrélation significative avec l'efficacité des instituteurs est leur origine sociale: les instituteurs d'origine populaire seraient plus "efficaces" que ceux d'origine "cadre ou enseignant" ou "indépendant"; or c'est justement ceux que la politique choisie est en train de faire disparaître. On pourrait montrer qu'un investissement raisonnable serait de 10000 étudiants par an, à 100 kF par an, pour 3 ans d'études, ce qui revient à 3 milliards de francs par an: une fraction (environ 10%) de l'augmentation du budget annuel de l'éducation nationale de ces dernières années; et on ne nous fera pas croire que la France se soit affaiblie au point de ne plus pouvoir payer ce qu'elle supportait sans mal en 1975. On pourrait enfin remarquer qu'il est plus facile de s'attaquer à une population d'étudiants, que de toucher à un corps de fonctionnaire bien organisé: il est plus rentable à court terme de supprimer carrément 4 ans de salaire à tous ceux qui vont entrer dans la carrière, et de redistribuer le résultat à ceux qui y sont déjà. Une population d'étudiant est transitoire, il lui est difficile de s'organiser, elle a du mal à comparer avec le passé. La seule réaction qu'elle puisse facilement avoir est de s'éloigner d'une carrière dont l'accès devient beaucoup plus dur, sans que ses perspectives s'améliorent notablement).* De toute façon, il ne me semble pas sérieux de discuter sur la crise de recrutement des enseignants si l'on ne commence pas par réfléchir sur ces données.